

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société SNC LIDL pour
l'exploitation de sa plateforme logistique située sur la commune de BAZIEGE**

N°19

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1, L. 512-20, L. 171-6 et L. 171-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société SNC LIDL, par arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 relatif à l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de BAZIEGE ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 19 avril 2022 et du 12 juillet 2023 imposant des mesures de réduction de bruit et des études acoustiques périodiques à la société SNC LIDL, à la suite de plaintes formulées par un riverain ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2023 actualisant les prescriptions techniques applicables à la société SNC LIDL ;

Vu le rapport d'essai n° EE8283280/2501 - 1/ 1 M00 du 14 janvier 2026 rédigé par le laboratoire DEKRA évaluant l'impact sonore engendré par l'activité de la société SNC LIDL sur le site de BAZIEGE conformément à la réglementation relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

Considérant que le point 24 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé stipule que l'émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés ne peut excéder 4 dB (A) lorsque le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) ;

Considérant que les mesures réalisées et consignées dans le rapport d'essai n° EE8283280/2501-1/1 M00 du 14 janvier 2026, établi par le laboratoire DEKRA, font apparaître un niveau de bruit ambiant existant (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) ;

Considérant également que l'analyse des résultats des mesures consignées dans ce même rapport, sur la période comprise entre 22 heures le 12 décembre 2025 et 7 heures le 13 décembre 2025, met en évidence des valeurs d'émergence supérieures à la valeur de 4 dB(A) fixée par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

Considérant que ces éléments démontrent que la société SNC LIDL n'a pas été en mesure de maîtriser ses émissions sonores conformément aux dispositions des arrêtés ministériels susvisés ;

Considérant que le dépassement du seuil réglementaire de 4 dB(A) en émergence de bruit est susceptible de porter atteinte à la commodité du voisinage ;

Considérant que face à ce risque, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SNC LIDL de respecter les prescriptions susvisées ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de société SNC LIDL par courrier le 4 février 2026, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence de réponse de la société SNC LIDL au terme du délai accordé, au projet d'arrêté préfectoral qui a été porté à sa connaissance ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement,

Arrête :

Art. 1^{er} : Mise en demeure

La société SNC LIDL est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de BAZIEGE, de respecter, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 24 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé qui stipule notamment que l'émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés ne peut excéder 4 dB (A) lorsque le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) ;

Art 2 : Sanctions

À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LIDL SNC.

Fait à Toulouse, le - 4 MARS 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général

Baptiste MANDARD

